

Publication "Perspectives Tunisiennes" N° 2

LA QUESTION PALESTINIENNE
dans ses rapports avec
le développement de la
lutte révolutionnaire
en Tunisie

**GROUPE D'ETUDES
ET D'ACTION SOCIALISTES
TUNISIEN**

Février 1968

AU LECTEUR

Nous avons, sur les problèmes de l'unité arabe, développé une position dans l'intervention préparée pour le Séminaire d'Alger de Mai 1967. La crise de juin 1967 nous a amenés à réfléchir de nouveau sur tous ces problèmes, et cette réflexion nous a conduits à des conclusions sensiblement différentes. C'est l'objet du texte qui suit, et qui est, à notre sens, la seule façon marxiste de poser les problèmes.

Que nous ayons eu des difficultés à procéder à une analyse objective et saine et à surmonter tous nos a-prioris, résultat de l'influence d'une idéologie et d'une culture qui nous baignent, nous aussi, nous en voulons pour seul témoignage le fait que, pour l'essentiel, le texte qui suit a été rédigé au mois de juin 1967, et qu'il ne nous a pas fallu moins de neuf mois de discussions et de réflexions avant d'en adopter le fond, tant des modes de pensée non marxistes ou même anti-marxistes étaient ancrés dans les esprits.

Comme le lecteur le verra, ce texte tranche avec ceux qu'il nous a été jusqu'ici donné de lire sur la question palestinienne, surtout depuis la crise de Juin. Il n'est pas un document diplomatique, une pièce supplémentaire à verser au dossier des négociateurs si nombreux et si férus de tapis verts ; il n'est pas non plus un simple papier de circonstance rédigé comme pour faire plaisir aux palestiniens et dégager notre conscience meurtrie « d'arabes ».

Son but est d'établir comment pour nous, révolutionnaires tunisiens, la question palestinienne se pose quant au fond, et pourquoi notre soutien est acquis au peuple palestinien arabe. Nous rejetons comme réactionnaires toutes les fadaises de communautés de langue, de race, de religion et autre « fraternité de sang » pour parvenir à la conclusion que s'agissant d'un peuple opprimé en lutte violente et acharnée contre ses oppresseurs et pour ses droits légitimes, il ne peut qu'être assuré de notre soutien indéfectible, tant cette solidarité nous est dictée par notre propre lutte contre la réaction en Tunisie, et ses alliés impérialistes, spécialement l'impérialisme américain, l'ennemi le plus irréductible des peuples. Nous pensons que c'est en développant toujours plus notre propre lutte, en la radicalisant toujours davantage, en la faisant aboutir à la victoire que nous exprimerons le plus conséquemment notre soutien à la nation palestinienne en lutte.

AVANT-PROPOS

Les mouvements de libération nationale dirigés contre les colonialismes anglais, français et italien ont donné lieu à la création non pas d'un état arabe mais de plusieurs états, marocain, algérien, tunisien, lybien pour le Maghreb seul, sans compter le reste du monde arabe. Dans le même temps, aux côtés des peuples arabes du Moyen-Orient, éveillés à une nouvelle conscience nationale par la résistance au colonialisme, l'Etat d'Israël se construisait sous la protection de l'Angleterre.

La guerre qu'Israël vient de mener contre l'Egypte, la Syrie et la Jordanie, et la lutte du peuple palestinien arabe contre l'Etat d'Israël, posent des problèmes théoriques qui doivent être résolus dans l'intérêt même de l'action révolutionnaire menée dans un pays comme la Tunisie, non directement engagée dans le conflit. Ce serait en effet une grave démission que de laisser de larges secteurs de l'opinion passer de la plus grande joie à l'abattement le plus complet, être ainsi disponibles pour n'importe quelle aventure. Ce serait aussi une grave démission que de laisser à Bourguiba le soin de proposer quelques recettes inoffensives pour soi-disant régler avec « équité, justice... » « l'affaire palestinienne », alors qu'il cherche simplement à tirer son épingle du jeu aussi adroitement que possible.

La question est abordée ici à la lumière des positions de principe du marxisme-léninisme sur la Nation et l'Etat. Un retour à ces positions de principe est capital pour diverses raisons. La première tient à ce que la plupart des partis communistes des pays arabes ont, pour beaucoup, à cause de leurs liens avec l'U.R.S.S. qui pratique une politique de grande puissance dans cette région du monde, cédé par opportunisme au nationalisme. La seconde tient à ce que les gouvernements nationalistes utilisent « l'affaire palestinienne » pour

cimenter l'unité nationale et faire taire les revendications des classes qu'ils oppriment au nom de la lutte sacrée de la « nation arabe ».

Les marxistes-léninistes ne peuvent ni fuir, outrés devant les fausses passions entretenues par les nationalistes, ni se laisser contaminer par leur idéologie, même si sous certaines conditions ils luttent à leurs côtés pour l'aboutissement d'une cause nationale juste. En Tunisie, un démarcage à propos de la question nationale de Palestine et de l'Etat d'Israël s'impose d'autant plus actuellement aux marxistes-léninistes que :

1) Ils ont la possibilité « à chaud », de dire sur quelles bases ils entendent s'unir fermement aux organisations révolutionnaires des pays arabes et de Palestine et de rappeler sur quel terrain et contre quel ennemi ils ont à lutter tout d'abord ;

2) Le travail qu'ils auront à mener pour expliquer leur position les poussera certainement à approfondir leur analyse théorique et à construire et développer une organisation révolutionnaire.

Annexe I.

Orientation pour le travail théorique, l'agitation et la propagande

A) - La Lutte armée au Moyen-Orient

1°/ ENTRE LES ETATS ARABES ET L'ETAT D'ISRAEL.

Dans la mesure où la défaite militaire de l'Egypte, de la Syrie et de la Jordanie est très coûteuse pour les peuples de ces pays, dans la mesure aussi où, si une nouvelle guerre éclate, les organisations révolutionnaires des pays arabes auront à définir une position claire, il convient de faire un bilan serré des conditions dans lesquelles les opérations militaires de Juin 1967 ont été préparées et conduites.

D'ores et déjà, il apparaît que les états-majors politiques et militaires des pays arabes ont surestimé le concours diplomatique et militaire de l'U.R.S.S., et décidé de répondre à Israël sur son propre terrain en accordant trop de confiance aux grandes puissances et aux engins modernes qu'elles leur fournissent (avions et chars). Ils n'ont pas préparé économiquement et politiquement une guerre de longue durée débouchant sur le harcèlement des troupes israéliennes dispersées sur un vaste territoire. Ils n'ont pas su organiser une défense anti-aérienne efficace et la protection de la population des grandes villes contre d'éventuels raids aériens.

(1)

Après la défaite, certains responsables politiques et militaires des pays arabes (de Syrie et d'Egypte) semblent avoir compris qu'une guerre-éclair classique contre Israël ne peut conduire qu'à un échec (Bourguiba le disait déjà en 1964). Ils proposent de « vietnamiser » le conflit, de développer les actions de guérilla, de mener une guerre populaire... De tels

(1) La lutte du peuple vietnamien démontre que sans une aviation très importante on peut mettre en échec l'aviation ennemie en mobilisant l'ensemble de la population (tir au fusil), en ayant un système de surveillance de l'espace aérien non exclusivement basé sur les radars, en couplant les combats aériens, les tirs de DCA classiques et ceux des engins sol-air. Elle démontre aussi l'absolue nécessité de protéger la population contre les raids meurtriers de l'aviation ennemie pour que les armées restent liées au peuple, et conservent de ce fait une base économique, politique, culturelle, etc... Sur cet aspect de la question, cf Truong Son : « Cinq leçons sur la direction stratégique militaire ». Mai 1967.

propos traduisent une volonté d'analyse, voire d'autocritique. Cependant, il faut rappeler que :

a) Cette réorientation n'est pas seulement affaire de technique. Elle ne peut être que le résultat d'une lutte politique rassemblant, pour atteindre des objectifs politiques justes, les plus larges masses populaires au sein d'organisations politiques et militaires révolutionnaires.

Ainsi Mao-Tsé-Toung, répondant à ceux que pourraient inquiéter les déclarations du Kuomintang selon lesquelles il était possible de battre les communistes chinois sur leur propre terrain en adoptant leurs principes stratégiques et tactiques, déclarait : « La bande de Tchiang-Kai-Chek et le personnel militaire de l'impérialisme américain en Chine connaissent bien ces méthodes militaires qui nous sont propres. Dans l'espoir de trouver des contre-mesures, Tchiang-Kai-Chek a plusieurs fois réuni pour des cours d'instruction ses généraux et officiers supérieurs et leur a donné à étudier nos publications militaires et les documents saisis pendant la guerre... Mais ces efforts ne peuvent sauver la bande de Tchiang-Kai-Chek de la défaite. C'est que notre stratégie et notre tactique reposent sur la guerre populaire ; aucune armée opposée au peuple ne peut utiliser notre tactique et notre stratégie. En se fondant sur la guerre populaire et sur les principes de l'unité entre l'armée et le peuple, entre les commandants et les combattants et de la désagrégation des troupes ennemies, l'armée populaire de libération a développé son puissant travail politique révolutionnaire, et c'est là un important facteur de victoire ». (« La situation actuelle et nos tâches » - 1947). En des circonstances différentes, l'échec des colonels français « maoïstes » en Algérie, et celui des Américains dans leur « guerre spéciale » au Vietnam, confirment tout à fait cette appréciation.

b) Du point de vue du marxisme-léninisme, il ne suffit pas pour décider de l'attitude à adopter à l'égard d'une guerre de se dire socialiste ou partisan de la guerre révolutionnaire. Il faut répondre à cette question fondamentale : quelles classes mènent la guerre, quelle est la politique dont la guerre est le prolongement ? Or, comme le dit Lénine, « l'homme du commun ne comprend pas que la guerre est la continuation de la politique, aussi se contente-t-il de dire que « l'ennemi attaque », que « l'ennemi a envahi mon pays » sans chercher à comprendre pourquoi on fait la guerre, par quelles classes elle est faite et en vue de quel objectif politique ». (Une caricature du marxisme et à propos de « l'économisme impérialiste » - 1916).

2/ ENTRE L'ETAT D'ISRAEL ET LA NATION PALESTINIENNE ARABE.

La lutte du peuple palestinien arabe se déroule dans des conditions tout à fait différentes de ce qu'elles peuvent être au Vietnam, au Congo ou en Amérique Latine : un long travail de digestion de la théorie marxiste de la guerre révolutionnaire paraît nécessaire, et il doit être fait par le peuple palestinien lui-même (1). Il n'aboutira cependant que si :

— Les organisations militaires palestiniennes ont un statut autre que celui d'un simple détachement des forces armées syriennes, égyptiennes ou jordaniennes.

— Les organisations politiques palestiniennes contrôlent le territoire palestinien non annexé par Israël mais annexé par différents pays arabes.

Les organisations palestiniennes, comme El-Fatah, qui posent ces problèmes sont certainement les plus aptes à conduire la lutte de libération, et devraient être spécialement soutenues (2). Dans cette affaire, le manteau de la fraternité arabe n'est pas suffisant pour résoudre les conflits inévitables entre un Etat et un mouvement qui lutte pour le pouvoir (3).

B) Faire soigneusement la distinction entre les peuples d'Israël et les organisations qui, en Israël, soutiennent la

(1) Bourguiba n'est pas de cet avis. Voyons un peu comment, en bon logicien plutôt qu'en grand théoricien du réalisme, il argumente : par hypothèse, il pose que le problème palestinien est un problème colonial (cf note 5). Il en déduit aussitôt, et très humblement, que les palestiniens n'ont qu'à utiliser les méthodes exemplaires du Destour, sans oublier de préciser au passage, toujours plein d'humilité : « au cours des années 52, 53 et 54, la Tunisie était le seul pays d'Afrique à mener une lutte contre la colonisation avec des bandes armées organisées ». Devant une telle « finesse », qui ne serait tenté de lui pardonner les propos qu'un an plus tôt il tenait à l'intention de ces bandes organisées : « parce que ces braves gens avaient pris les armes, et avaient fait le coup de feu dans la montagne, ils s'imaginent encore que c'est à eux que revient le mérite d'avoir mis fin à la domination française ».

(2) Dans un communiqué, l'organisation palestinienne Al Assifa déclare qu'elle entend poursuivre la lutte « loin des pays arabes pour éviter que ces derniers risquent de souffrir des réactions d'Israël » (AFP - 21 juin 1967 in « Le Monde » du 23-6-1967).

(3) Cf. rapports entre le GPRA et le gouvernement tunisien pendant la guerre d'Algérie.

nation palestinienne arabe dans sa lutte de libération d'une part, les dirigeants réactionnaires de l'actuel état d'Israël d'autre part. Sinon, on tombe dans le piège du nationalisme qui aboutit toujours à remplacer les violences et les privilèges d'une nation par ceux d'une autre, à vouloir écraser le juif. Dans le même esprit, appuyer les personnalités et organisations susceptibles de développer une propagande anti-sioniste au sein des communautés juives qui soutiennent matériellement et politiquement l'Etat d'Israël.

C Réfuter résolument la position de ceux qui défendent l'actuel Etat d'Israël en expliquant que cet Etat, instrument d'oppression de la minorité palestinienne arabe, instrument d'agression contre les pays arabes et instrument de pénétration du capital étranger structurant une économie liée aux puissances impérialistes, doit être détruit. Ce qui est en effet en cause n'est pas toute forme d'Etat Juif en Palestine mais l'actuel Etat réactionnaire d'Israël.

Réfuter de la même manière ceux qui militent pour le statut quo, le maintien de la paix à tout prix au Moyen-Orient. L'établissement d'une paix juste et durable entre les Juifs et les Arabes de Palestine passe en effet par la reconnaissance du droit de la nation palestinienne arabe à disposer d'elle-même.

D, Ne pas se perdre en conjectures sur les dimensions, le drapeau, le nom du futur Etat palestinien arabe, sur ses liens avec l'Etat palestinien juif... De même ne pas se perdre en conjectures sur le pourcentage de Juifs qui acceptera de rester en Palestine après la disparition de l'oppression que les Juifs exercent sur les Arabes (cf. annexe II). Concrètement, il s'agit de soutenir la libération de la nation palestinienne arabe sur la base de l'internationalisme prolétarien afin que disparaisse l'odieuse oppression dont elle est actuellement l'objet.

E) Comment apprécier

1°) l'attitude de la France dans le présent conflit ?

2°) le soutien apporté aux pays arabes par des Etats réactionnaires ou fascistes tels que l'Espagne, la Turquie, l'Inde ou l'Indonésie ?

3°) les proclamations tonitruantes de certains Etats du Maghreb par exemple, qui profitent de la situation pour renforcer les liens économiques avec la France ou avec d'autres Etats d'Europe ?

En menant une petite enquête (1) pour savoir si les actes viennent rapidement et massivement ou lentement et chichement confirmer les belles paroles. Cette méfiance est tout-à-fait légitime, contrairement à ceux qui estiment que plus on est de fous plus l'on rit, dans la mesure où le camp impérialiste est divisé en nombreux Etats dont les intérêts sont plus ou moins identiques. Idem pour la « nation arabe » et son « supporter » en titre l'U.R.S.S. Dans ce maquis d'Etats, il est relativement facile pour un « Etat moyen » (la France, la Tunisie) qui respecte certaines règles du jeu, de filouter et de profiter de l'embarras momentané du leader d'un des deux camps pour ramasser quelques miettes. Il est bien évident aussi que si les leaders sont à peu près d'accord pour « limiter la casse », ils ont tout avantage à conserver quelques têtes de pont dans le « camp adverse ».

F) Pour justifier leur désir de voir l'actuel Etat d'Israël disparaître, certains font référence au climat de violence dans lequel s'est créé, et vit encore, l'Etat d'Israël. Ils s'irritent tellement de voir que d'eux-mêmes les dirigeants d'Israël refusent d'abandonner l'exercice de la violence, qu'ils ne cessent de prier tout à la fois l'O.N.U., la morale, le droit, Dieu... Déçus parfois d'attendre trop longtemps une réponse positive de ces grandes entités, ils en viennent à approuver ceux qui mènent une lutte violente, armée ou non, contre l'Etat d'Israël. Si on leur demande alors par quel tour de passe-passe ils considèrent que dans un cas la violence fonde la justice, et dans un autre l'injustice, ils ne savent que répondre. Ils ont en effet mal posé le problème, en oubliant que l'exercice de la violence est le propre de toute société de classe et que, si la bourgeoisie exerce encore une dictature, le prolétariat doit aussi en exercer une après la prise du pouvoir, dans toute la période de transition qui sépare le capitalisme de la société sans classes. La violence

(1) Officiellement à Tunis, il semble que l'on soit décidé à ne pas perdre de temps à ce niveau ! C'est ainsi que la Tunisie se propose de « rendre justice à la France du Général de Gaulle », « pays traditionnellement ami d'Israël » (Editorial de l'Action du 17-6-67). C'est ainsi que le journal de l'UGTT « El Khaddem » publie à la une de son numéro du 26-6-67 une énorme caricature représentant un gigantesque de Gaulle boutant, hors d'Israël, un minable Dayan par un fantastique coup de pied au c... C'est ainsi enfin que Bourguiba après avoir lourdement insisté sur le fait que le territoire égyptien est situé en Afrique propose aux Etats africains de renforcer la Sainte Alliance africaine, l'OUA, en optant pour une attitude ferme sur le problème palestinien alors que, jusqu'ici, comme il le souligne au passage, le Secrétaire Général de l'OUA s'est abstenu de toute déclaration à ce sujet (cf l'Action du 18-6-67).

à l'état pur n'existe pas, elle est au service d'une classe et peut être donc révolutionnaire ou réactionnaire. C'est pourquoi Lénine souligne « la nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée et précisément celle-là de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et d'Engels. « Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois ». (« L'Etat et la Révolution »).

G) Certains ne s'intéressent à l'histoire que pour justifier leur jusqu'au boutisme nationaliste. C'est ainsi qu'après avoir relevé avec quelle violence s'est organisée la colonisation d'Israël par les Juifs, ou après avoir souligné que le pouvoir politique des Arabes en Palestine est bien plus continu et par conséquent bien plus légitime que le pouvoir étatique des Juifs, certains en arrivent à ne concevoir qu'une issue : « Tous les Juifs à la mer ». Des hommes de bonne volonté, partant des mêmes prémisses, mais se référant à la traditionnelle tolérance arabo-musulmane, proclamant alors qu'après l'établissement du pouvoir des Arabes sur l'ensemble de la Palestine, les Juifs jouiront de la liberté religieuse civile... comme tout citoyen ainsi que le prescrit d'ailleurs la Constitution. En les suivant dans cette voie, pourquoi ne pas suggérer, par exemple, à la « nation indienne » d'Amérique de s'unir pour chasser tous les blancs anglo-saxons, latins, slaves, etc... et tous les noirs d'Afrique qui sont venus illicitement et violemment se fixer en Amérique tel un polgnard dans leur chair. Des indiens humanistes proposeront certainement alors de garder chez eux tous les Noirs sans prétexte que leurs ancêtres sont venus là, contraints et forcés en qualité d'esclaves. Le problème ne sera pas résolu pour autant : que faire en effet des métis blanc-indien et blanc-noir ? Un vrai casse-tête chinois que les cheikhs de la mosquée El-Azhar se proposeraient certainement de nous dépêtrer !

Annexe II.

Plan de partage de la Palestine

Les plans de partage envisagés après la deuxième guerre mondiale (1) montrent bien comment la délimitation « en chambre » des frontières d'un état n'exprime qu'un rapport de forces déterminé à un moment déterminé. Manifes-

(1) Voir pour les plans auxquels nous nous référons les cartes figurant in « Palestine, carrefour brûlant », Ed. Dupont 1947.

tement les Anglais veulent bien d'un état palestinien judéo-arabe à condition toutefois qu'ils puissent garder le contrôle d'une région stratégique (plans Peel et Morrison). D'un autre côté ni dans le plan dit de « Grande Syrie », ni dans le plan sioniste, la Palestine, débarrassée de toute région directement contrôlée par les Anglais, n'apparaît exclusivement arabe ou juive, mais chaque partie réserve à l'autre un territoire aussi réduit que possible.

Il est d'autre part manifeste que la situation actuelle est très différente de celle que des hommes tels que Farouk, Noury Saïd, Ben Gourion... pouvaient imaginer...

En conséquence, il ne peut être qu'utopique, voire opportuniste, de prétendre régler le sort des palestiniens arabes réfugiés ou non, sur la base de l'actuel rapport de forces, donc sur la base des frontières actuelles de l'État d'Israël (1). Une paix durable entre juifs et arabes de Palestine ne pourra être établie que lorsque le droit de la nation palestinienne arabe à disposer d'elle-même aura été imposé et reconnu. Bien entendu, si ce résultat n'est pas obtenu à relativement brève échéance, il se peut que la nation palestinienne arabe soit écrasée et disparaisse. L'attitude des marxistes-léninistes devrait évidemment tenir compte de cette nouvelle conjoncture qui déplacerait le terrain de leur lutte contre le capitalisme et l'impérialisme. Pour le moment ils se doivent de soutenir fermement la nation palestinienne arabe dans sa lutte de libération.

Annexe III.

Sens donné à certaines expressions utilisées dans le texte

Par les termes « juifs » et « arabes » on ne désigne pas en général des hommes appartenant à une religion particulière ni à fortiori à une ethnie mythique particulière (Isaac et Ismaël) mais des hommes appartenant à une nation.

(1) A propos de la séparation de la Suède et de la Norvège, Lénine souligne à l'intention de Rosa Luxembourg que « c'est faire preuve d'une foi opportuniste toute de médiocrité suffisante de croire en l'immutabilité de l'actuel rapport de forces entre les nationalités de l'Europe Orientale ». Plus haut Lénine montre comment Kokoehkine en agitant la menace d'une dislocation de l'Etat (tsariste) défendait le national-libéralisme grand russe contre des éléments ukrainiens plus à « gauche ». (cf. Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes).

PALESTINE : Territoire sous mandat britannique jusqu'en 1948, réparti aujourd'hui entre les Etats d'Israël et d'Egypte (enclave de Gaza) et de Jordanie (Cisjordanie).

ISRAEL : Territoire sur lequel s'exerçait le pouvoir de l'Etat d'Israël avant la guerre de juin 1967.

Etat national : Etat dont le pouvoir s'exerce sur une nation. Lénine souligne que : « l'état national est la règle et la « norme » du capitalisme ; l'Etat à composition nationale hétérogène n'est qu'un stade arriéré ou une exception. Du point de vue des rapports entre nationalités, l'Etat national offre incontestablement les meilleures conditions pour le développement du capitalisme. Cela ne signifie évidemment pas qu'un tel état, sur le terrain des rapports bourgeois, exclut l'exploitation et l'oppression des nations ». (Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes - 1916).

Etat de nationalités : Etat dont le pouvoir s'exerce sur plusieurs nations.

Libre disposition : « Par libre disposition des nations, on entend leur séparation en tant qu'Etat d'avec les collectivités étrangères ; on entend la formation d'Etats nationaux indépendants ». Lénine, « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».

Nation juive d'Israël : Ensemble des ressortissants d'origine juive (au sens religieux) de l'Etat d'Israël. Les juifs résidant en dehors d'Israël n'appartiennent pas à la nation juive d'Israël mais à la communauté juive de tel ou tel pays.

Palestiniens arabes d'Israël : Ressortissants d'origine arabe de l'Etat d'Israël.

Nation palestinienne arabe : Ensemble des ressortissants d'origine arabe de Palestine.

Nation palestinienne juive : Ensemble des ressortissants de la nation juive d'Israël qui constitueraient un état palestinien juif aux côtés de l'Etat palestinien arabe.

Peuples d'Israël : Peuple arabe d'Israël plus peuple juif d'Israël. Cette distinction repose sur l'inégalité des droits entre les juifs et les arabes soumis au pouvoir de l'Etat d'Israël.

Prolétariat palestinien arabe : Prolétariat de la nation palestinienne arabe.

Prolétariat juif d'Israël : Prolétariat de la nation juive d'Israël.

Prolétariat palestinien : Prolétariat de Palestine, quelle que soit l'origine nationale des prolétaires qui le constituent.

I. - Caractéristiques de l'Etat d'Israël

1°) L'Etat d'Israël s'est formé en tant qu'état indépendant en 1948 sur une partie de la Palestine, précédemment sous mandat britannique. La formation de cet état résulte de la lutte politique (1) et de la lutte armée menées par les colons juifs (2) et dirigées contre les arabes de Palestine et contre l'Angleterre qui, par la déclaration Balfour, avait en 1917 officiellement cautionné le projet sioniste, tout en déclarant en tant que puissance coloniale : « il est évident que le gouvernement de sa Majesté ne pouvait s'engager à l'établissement d'un Etat juif. Il ne pouvait qu'entreprendre de faciliter le développement d'un foyer. La question de savoir si le foyer se développerait assez pour devenir un Etat dépendait principalement du zèle et de l'esprit d'entreprise des juifs » (3).

La formation de l'Etat d'Israël est à rapprocher de la formation d'Etats comme l'Australie, l'Afrique du Sud ou de celle des Etats d'Amérique Latine ou d'Amérique anglo-saxonne.

2°) L'Etat d'Israël est nationalement hétérogène. La nation juive d'Israël est majoritaire. Elle compte deux millions et demi d'âmes, alors que les palestiniens arabes d'Israël ne sont que 300.000. La structure de l'Etat d'Israël est telle que la nation juive opprime la nation palestinienne arabe. Cette oppression se traduit non seulement par le fait que les palestiniens arabes ne peuvent se déplacer librement dans le pays et n'ont aucune expression politique indépendante, mais encore par le fait que l'Etat d'Israël complète, essentiellement en compagnie des organisations internationales à la solde des U.S.A. et de l'Etat réactionnaire de Jordanie, pour isoler les palestiniens arabes d'Israël de plus d'un million de palestiniens arabes, réfugiés ou non, vivant

(1) Sur le plan idéologique, cette lutte politique s'est traduite par le développement du mouvement sioniste parmi les communautés juives d'Europe essentiellement, en opposition à une certaine tradition rabbinique qui ne concevait pas que les Juifs puissent édifier un état 100% juif, comme le propose Herzl, avant le retour du messie.

(2) Jacob Tsur, « La prière du matin », (Plon 1967) souligne « que les diverses périodes de l'histoire moderne d'Israël correspondent à des vagues d'immigration ». Notons qu'il est impropre de parler d'histoire d'Israël avant 1948. Il faudrait parler de l'histoire de la Palestine et de l'histoire des Juifs.

(3) Extraits de la lettre de la Commission Royale accompagnant la délégation Balfour et le mandat, in « Palestine, carrefour brûlant », Marcel Picard Ed. P. Dupont 1947.

hors d'Israël. Ainsi, ces derniers sont parqués dans des camps et privés de leur territoire, par suite de l'annexion d'une partie de la Palestine par la Jordanie (« Cisjordanie ») et d'une autre partie par l'Égypte (enclave de Gaza).

3^e) L'État d'Israël est un état capitaliste lié aux puissances impérialistes. Son développement capitaliste s'appuie sur l'aide technique et économique des grandes puissances impérialistes et sur celle des communautés juives du monde entier, mais principalement des U.S.A., d'Angleterre et de France. Le système capitaliste est nationalement délimité et entre fortement en contradiction avec le système pré-capitaliste ou capitaliste peu évolué des régions arabes de Palestine, et avec les systèmes des autres pays arabes du Moyen-Orient. L'État d'Israël est ainsi conduit à une oppression de plus en plus forte de la nation palestinienne arabe et à une agression constante contre certains États arabes limitrophes, sous prétexte qu'ils soutiennent le mouvement de libération de la Palestine arabe. Dans ces conditions et dans certaines limites, l'État d'Israël peut être facilement utilisé par les impérialistes américains contre les États arabes qui leur fournissent du pétrole à des conditions très avantageuses (1). Ces États ne peuvent en effet, dans les conditions économiques et politiques actuelles, contrôler efficacement cette source énergétique stratégique. Le soutien militaire des U.S.A. à l'actuel État d'Israël est tel que M. Eshkol a pu déclarer à propos de son interview au journal « US News and World Report » qui avait suscité une grande émotion dans les pays arabes :

« Nous comptons avant tout sur nos propres forces
« et l'aide des juifs du monde entier, bien qu'il ne
« faille pas sous-estimer les liens d'Israël avec les
« grandes puissances. Les américains nous disent
« toujours : « Ne dépensez pas d'argent pour votre
« défense, comptez sur notre VI^e flotte » et nous leur
« répondons « nous ne pouvons pas fonder notre
« défense sur elle, car, pour une raison ou une
« autre, elle pourrait ne pas être là à temps ».

(AFP du 2 Mai in Le Monde du 3-5-67).

(1) Cf. La pensée ; Janvier-Février 1957, « Le pétrole et la crise mondiale », Roger Brunet.

CONSEQUENCES

a) La Palestine n'est plus une colonie (1), une colonie britannique. Les ressortissants du territoire d'Israël ne sont pas directement soumis au pouvoir étatique d'une puissance impérialiste, mais au pouvoir d'un Etat qui s'étend dans les limites du territoire qu'ils occupent. L'instrument de ce pouvoir est une force publique qui s'est rapidement consolidée et perfectionnée sur la base des expériences historiques des états capitalistes. En tout état de cause, le pouvoir de l'Etat d'Israël ne peut être comparé à celui d'une administration fantoche du type de celles que les puissances coloniales mettent en place pour maintenir un simulacre de souveraineté nationale dans les pays qu'elles exploitent (cf. le Bey de Tunis du temps du protectorat français). Dans ces conditions, dire que l'Etat d'Israël n'a pu naître que grâce à l'appui de l'Angleterre ou de toute autre puissance coloniale, et qu'il reçoit maintenant un appui considérable des « grandes puissances occidentales », ne change rien au fait que le développement de l'Etat d'Israël suit un cours différent de celui de l'Etat Anglais ou de l'Etat Américain (2). Ne pas tenir compte de cette réalité, c'est quitter le terrain concret sur lequel la lutte idéologique, politique ou armée doit se situer.

(1) Au contraire, la Tunisie considère officiellement que la question de Palestine est une question coloniale et que toutes les caractéristiques du problème colonial s'y trouvent réunies : émigration d'une minorité étrangère dans un pays auquel « elle impose sa présence par la force et l'oppression »... « Egocentrisme exacerbé qui commande les actes du colonisateur », Cf. discours de Bourguiba prononcé à la conférence des chefs d'états arabes tenue au Caire du 13 au 17 janvier 1964. Depuis, la position officielle de la Tunisie ne semble pas avoir changé puisque l'éditorialiste de l'Action écrit dans le numéro du 18/6/67 « Dans sa genèse comme dans ses développements actuels, le problème palestinien est avant tout un problème colonial »... « Dans ce conflit la conscience de l'Afrique (1) a son mot à dire... ».

(2) La comparaison que l'on peut être tenté de faire avec l'Algérie ne tient pas debout, car jamais les colons français d'Algérie n'ont sérieusement tenté, ni réussi à édifier un pouvoir d'Etat stable, indépendant du pouvoir d'Etat de la France, puissance coloniale. L'existence éphémère de l'OAS, pouvoir d'Etat embryonnaire des français d'Algérie, le prouve avec netteté. La comparaison avec l'Afrique du Sud et la Rhodésie paraît meilleure. Une différence fondamentale subsiste cependant du fait que les Africanders prélevés dans les territoires où ils ont parqué les noirs juste ce qu'il faut de main d'œuvre à leurs entreprises capitalistes. Les liens économiques des blancs et des noirs sont donc plus étroits qu'actuellement entre ceux des juifs et des arabes en Israël.

b) Israël n'est pas encore une néo-colonie américaine. Les liens entre l'Etat d'Israël et l'impérialisme américain sont étroits, mais ils ne sont pas tels que le pouvoir d'Etat américain se soit substitué au pouvoir d'Etat israélien dans les domaines essentiels de la souveraineté.

c) La nation israélienne n'existe pas encore. Prétendre le contraire c'est admettre le point de vue de ceux qui soutiennent l'actuel état d'Israël et misent sur sa capacité à construire un ensemble national homogène. En effet, la nation israélienne ne peut exister réellement que si l'actuel Etat d'Israël réussit à interdire à la nation palestinienne arabe l'accès à une vie nationale indépendante. Ce n'est pas le cas aujourd'hui puisqu'elle mène une lutte armée contre l'Etat d'Israël qui l'opprime. Si cette lutte aboutit à faire reconnaître le droit de cette nation à disposer d'elle-même, on ne pourra plus parler d'une nation israélienne contrairement à ce qui aurait lieu si la nation palestinienne arabe était écrasée. Il faudra alors parler non plus d'une nation mais de deux nations, la nation palestinienne arabe et la nation palestinienne juive. Il ne s'agit pas d'une simple distinction formelle, mais de la reconnaissance de l'existence de deux états nationaux indépendants, même s'ils décident de se fédérer.

II. - Qui est opprimé par le pouvoir d'Etat Israélien : La nation arabe ou la nation palestinienne arabe ?

La réponse à cette question est concrètement d'une très grande importance puisqu'en découle la délimitation du territoire sur lequel se déroulera la guerre de libération de la nation opprimée. S'étend-t-il démesurément de Aden à Casablanca, ou bien se restreint-il à la Palestine arabe ?

Certes la tentation est grande d'éluder ce problème ; on peut alors décider idéalement que dans la mesure où tous les arabes unis contre Israël ont plus de chances de remporter la victoire, tous les pays arabes **INDISTINCTEMENT** forment le théâtre des opérations. On en déduit ainsi la définition de la « nation » qui doit lutter contre Israël. Puisqu'elle doit exister, elle existe ! Bien entendu personne ne revendiquera jamais la paternité d'un pareil raisonnement. Cependant n'est-ce pas l'admettre que refuser de s'interroger sur l'existence de la nation arabe, d'une part, et sur celle de la nation palestinienne arabe, d'autre part ?

Or toute recherche sérieuse en ce domaine ne peut que se fonder sur l'analyse des formes du pouvoir d'Etat que ces nations ont déjà élaborées et qu'elles peuvent développer. En effet, il ne faudrait pas, posant l'idée de nation comme une valeur éternelle et intangible, s'imposer de découvrir une nation là où elle n'existe pas pour satisfaire des « aspirations morales » qui n'ont rien à voir avec une analyse marxiste. C'est ainsi que parfois partant de la définition de Staline : « La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans la communauté de culture » (1), on collectionne les caractéristiques géographiques, historiques, linguistiques, culturelles, etc..., en oubliant que le même Staline soulignait en 1912, contre divers opportunistes et social-chauvins « la nation n'est pas seulement une catégorie historique mais une catégorie historique d'une époque déterminée, de l'époque du capitalisme ascendant » (1) et qu'en 1925, dans une situation historique nouvelle, il précisait « il serait ridicule de ne pas voir que, depuis, la situation internationale s'est transformée radica-

(1) « Le Marxisme et la question nationale » (1912).

lement ; que la guerre d'une part, la Révolution d'Octobre de l'autre ont transformé la question nationale de fragment de la révolution démocratique bourgeoise en fragment de la révolution socialiste prolétarienne » (2). La question nationale ne peut en effet qu'être examinée dans une situation historique déterminée, si on cherche, non à en faire un fétiche mais à la situer précisément dans le processus révolutionnaire. Dans ce cas on ne peut alors éviter de poser le problème fondamental de toute révolution, celui du pouvoir ; or il est clair que ce problème ne peut que se poser concrètement, c'est-à-dire dans la lutte contre le pouvoir d'Etat d'un pays donné, à un moment donné.

D'ailleurs pour en revenir à ceux qui prétendent ou démontrer l'existence de la « nation arabe » ou en fonder la possibilité à partir de certains éléments communs aux différents pays arabes d'aujourd'hui, notons que toutes les recherches de linguistique, d'histoire, etc..., permettent de distinguer non pas un ensemble, mais une série d'ensembles cohérents en voie de consolidation et de différenciation au sein de ce que l'on appelle la « nation arabe ». Les études linguistiques ne démontrent-elles pas que l'histoire particulière des peuples arabes conduit à la formation de langues distinctes suivant un processus schématiquement analogue à celui de l'Occident roman du Moyen-Age (1) ?

Cette fragmentation, cette balkanisation du monde arabe est peut-être regrettable, mais comment la nier ? Comment ne pas voir, pour s'en tenir à l'histoire récente, qu'en particulier la domination des diverses puissances coloniales et la façon dont les luttes de libération nationale ont été conduites, ont entraîné des différenciations très importantes entre les pays arabes ? Comment ne pas comprendre que l'intégration économique des pays arabes ne peut se bâtir autour des anciennes voies d'échange de la soie, des épices, des esclaves noirs... et qu'il faut tenir compte de ce fait nouveau : les pays arabes sont économiquement moins liés entre eux qu'aux divers ensembles économiques des puissances impérialistes.

Encore une fois, on peut le regretter, mais ce sentiment

(2) « Encore une fois sur la question nationale. A propos de l'article du camarade Sémitch » (1925).

(1) En Tunisie, les chercheurs du CERES ont déjà ouvert en linguistique des perspectives intéressantes. Il est d'ailleurs tout à fait remarquable qu'ils se soient heurtés à l'opposition politique des arabisants classiques puisque leurs efforts aboutissent à mettre en évidence la non unicité de langue arabe.

ne constitue pas une raison suffisante pour tenter d'unir les peuples arabes au nom de ce qui n'est plus que vestiges religieux et culturels d'une époque révolue : les éphémères unions de l'Égypte, de la Syrie et de l'Irak nouées au nom de l'arabo-islamisme, le démontrent clairement. Ajoutons qu'aujourd'hui il serait pour le moins paradoxal que ces vestiges servent la cause de la « nation arabe », alors que dans un passé récent, la plupart des mouvements nationalistes arabes les ont utilisés pour édifier au sein de la « nation arabe » plusieurs états indépendants.

Comme nous le verrons, il est nécessaire de lutter farouchement contre ces tentatives qui détournent le prolétariat et les autres classes opprimées du front principal des luttes et leur font oublier que leurs luttes doivent nécessairement être menées sur le terrain de chaque état aujourd'hui constitué. Or, nous attachant à ce principe fondamental, il nous suffit de rappeler d'une part que la « nation arabe » ne dispose d'aucun appareil d'État stable et que bien au contraire il existe une multitude d'États nationaux (Tunisie, etc...) et d'états de nationalités (Israël, Irak, etc...) nés sur ce qui fut l'empire arabe du Moyen-Âge, d'autre part que les luttes actuellement menées par différentes nations opprimées au sein des états de nationalités devraient aboutir, en cas de victoire, à l'édification de nouveaux états nationaux.

Comme les lois de développement de ces appareils étatiques sont différentes et qu'elles joueront au cours d'une longue période non pas dans le sens de la construction d'un vaste ensemble national arabe, mais dans le sens de la construction d'ensembles nationaux homogènes, tunisien, algérien, etc... (1), rien ne permet de considérer que les formes qu'ils revêtiront rapprocheront plus la Tunisie de l'Arabie Séoudite que de la Hollande, ou les états du Maghreb des états du Marché Commun que des états du Machrek. Peu importe d'ailleurs les rapprochements que nous pourrions ultérieurement faire entre les diverses formes du

(1) Dans les périodes de crise en particulier, les propos des chefs d'État sont à cet égard assez significatifs. C'est ainsi que Bourguiba, un moment menacé par le complot yousséfiste de 1962, déclare aux députés venus le reconforter au Kef : « Former une nation homogène demeure notre objectif... je demande au peuple d'accepter les petits sacrifices nécessaires dont dépendent la consolidation de notre souveraineté et le renforcement de notre jeune état... En un laps de temps relativement court, nous avons créé les organes d'un État, édifié une diplomatie, fondé des banques, organisé une économie, lancé un plan de développement. Toutes ces réalisations sont intégralement tunisiennes... ».

pouvoir d'Etat des pays du monde arabe et le nom de l'ensemble dans lequel nous pourrions le regrouper. Aujourd'hui nous assistons au perfectionnement et à la consolidation des appareils bureaucratiques et militaires de chacun de ces états en liaison avec une répression accrue du prolétariat, des minorités nationales, etc... Ce cours des événements oblige dans chaque pays la révolution prolétarienne à concentrer toutes ses forces de destruction contre le pouvoir répressif de la machine d'Etat réactionnaire actuellement constituée.

Face aux tâches concrètes de la prise du pouvoir, de l'organisation du prolétariat en classe dominante dans chaque pays, qu'ont donc à opposer les tenants de la « nation arabe » ? Rien, car la « nation arabe » n'a qu'une existence imaginaire. Aussi, dans les conditions actuelles, sa réalité ne pourrait éventuellement être établie qu'à la condition que le plus fort des états arabes détruise tous les autres états arabes ; sans parler de ce qu'il y aurait d'injuste dans une telle violence on cherche en vain le capitalisme national arabe arrivé à un point tel de maturité qu'il puisse passer au stade suprême, l'impérialisme ; et encore il lui faudrait avant de détruire les états frères chasser les autres impérialistes dominants ! Autre conséquence : l'oppression de l'Etat israélien ne pourrait par exemple s'exercer sur la soi-disant nation arabe que si tous les Etats arabes ne formaient avec l'Etat d'Israël qu'un seul et même Etat. L'absurdité de cette proposition est suffisante pour nous obliger à admettre que l'Etat d'Israël n'opprime pas également l'ensemble des peuples arabes. Par contre l'Etat d'Israël menace l'intégrité territoriale et la survie de certains Etats arabes en cherchant à détruire un des attributs essentiels de ces états : leur potentiel militaire. L'affrontement récent entre l'Etat d'Israël et les états de Syrie, de Jordanie et d'Egypte, est pour une part un simple affrontement d'Etat à Etat luttant pour conserver certains privilèges (navigation dans le golfe d'Akaba et le canal de Suez) ou certains territoires (Cis-jordanie, Gaza...) ; le problème étant posé de cette manière, il est clair que la lutte contre l'Etat d'Israël peut être menée aussi bien par des états arabes réactionnaires que par des états arabes dits progressistes. D'un autre côté, et principalement, cet affrontement est dû au fait que le développement de l'Etat d'Israël suppose la disparition de la nation palestinienne arabe et que dans sa tendance à passer d'Etat de nationalités au stade d'Etat national, il rejette sans cesse des réfugiés dans les territoires palestiniens arabes, actuellement sous administration égyptienne, jordanienne, syrien-

ne, voire libanaise. La loi à laquelle obéit le développement de l'Etat d'Israël ne le conduit donc pas à établir un vaste empire nationalement hétérogène en asservissant les peuples arabes qui ont édifié leur propre état, mais à étendre son pouvoir sur un territoire nationalement homogène (1). Ainsi, les peuples arabes sont très inégalement menacés par l'Etat d'Israël.

1°) La nation palestinienne arabe doit ou faire face à l'oppression de l'Etat d'Israël, ou fuir cette oppression en rejoignant les palestiniens arabes encore situés en dehors du territoire israélien. La situation de cette nation est précaire, puisque, éveillée au sentiment national, essentiellement par le développement de l'Etat d'Israël, elle voit son territoire sans cesse menacé par cet état, et que les Etats de Jordanie et d'Egypte ne laissent pas les organismes de son pouvoir d'Etat (El Fatah, O.L.P...) se mouvoir librement sur ce que les gouvernements réactionnaires ont annexé dans les années 50.

2°) Les états arabes limitrophes de l'Etat d'Israël sont menacés en tant qu'Etats ayant des intérêts en contradiction avec ceux de l'Etat d'Israël, et en tant qu'Etats apportant leur soutien à la nation palestinienne arabe dans sa guerre de libération.

3°) Les autres Etats arabes ne sont menacés que sur la base des rapports qu'ils entretiennent avec les organismes du pouvoir de la nation palestinienne arabe ou avec les Etats arabes limitrophes. La menace qui pèse sur eux n'est pas d'une autre nature que celle qui pèse sur l'île de Chypre, l'Albanie, la Chine, etc... lorsqu'elles se déclarent solidaires de la nation palestinienne arabe opprimée ou des états arabes agressés.

(1) Les débats récents (déc. 1967) entre réactionnaires israéliens illustrent bien le fait que la construction du « Grand Israël », qui selon certains sionistes, devrait s'étendre du Nil à l'Euphrate, est incompatible avec la construction d'un état national juif, d'un état 100% juif. En effet, le rapport de forces à l'échelle internationale est tel que les sionistes ne peuvent prétendre conquérir de vastes territoires tout en les vidant de la totalité ou de la quasi totalité des populations arabes qui les occupent. Les tentatives de ce genre qu'ils ont pu faire dans les territoires qu'ils occupent depuis juin n'ont que partiellement réussies. Pour maintenir leur occupation, ils sont donc contraints d'envisager la création d'une zone de parage des palestiniens arabes qu'ils nomment état et à la tête duquel ils espèrent pouvoir installer quelques notables palestiniens arabes à leur solde. C'est dire combien ceux qui parlent de « solution politique au problème palestinien » ou de « sauvegarde de la paix » ne sont que des traîtres, des valets des réactionnaires israéliens.

III. - En Palestine, la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme passe par la lutte pour la reconnaissance à la nation Palestinienne arabe du droit à disposer d'elle-même

La libération de la Palestine arabe n'est pas l'objectif ultime du prolétariat palestinien ; ce n'est pas non plus un objectif qu'il se serait arbitrairement fixé suivant une décomposition idéale du processus révolutionnaire en plusieurs phases. La libération de la Palestine arabe doit être aujourd'hui l'objectif principal du prolétariat palestinien, juif et arabe, ne serait-ce que parce que l'oppression de l'Etat d'Israël sur la nation palestinienne arabe a fait naître un mouvement national de masse tel que les palestiniens arabes mènent dans des conditions difficiles une lutte armée contre l'Etat d'Israël. Ces circonstances font qu'il est impossible au prolétariat de Palestine de ne pas soutenir la lutte de la nation opprimée. Cependant, comme l'a prouvé l'expérience des marxistes-léninistes, dans des situations semblables, la lutte du prolétariat, pour déborder ultérieurement le cadre démocratique bourgeois de la lutte de libération nationale, ne peut que s'organiser autour des principes suivants (1) :

1°) Soutien à la juste lutte de libération du peuple palestinien arabe contre l'Etat d'Israël, en reconnaissant à la nation palestinienne arabe le droit de se constituer en Etat national indépendant à côté de l'Etat de la nation palestinienne juive. Il ne s'agit donc pas de revendiquer une autonomie culturelle et religieuse des palestiniens arabes d'Is-

(1) Cf. a) Marx : « Les luttes de classes en France (1850) et différentes lettres reprises par Lénine.

b) Lénine : « Notes critiques sur la question nationale (1913) » « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (1914). Ces deux articles où Lénine réfute les thèses de R. Luxembourg, de Trotsky et des Bundistes, contiennent de nombreuses références aux points de vue de Marx et d'Engels sur la question nationale.

c) Staline : « La question nationale (1929) ».

d) Mao-Tsé-Toung : « La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais (1935) », « Luttons pour entraîner les masses dans le front national anti-japonais (1937) », « L'indépendance et l'autonomie au sein du front uni (1938) », « La démocratie nouvelle (1940) ».

raël, mais une totale émancipation politique passant par la destruction de l'actuel Etat d'Israël, quitte à ce qu'ensuite on aboutisse à une fédération librement consentie entre l'Etat Palestinien juif, l'Etat Palestinien arabe et éventuellement d'autres états arabes.

Le prolétariat ne soutient ce mouvement de libération que dans l'intérêt de la paix nationale, de l'égalité en droits afin d'assurer à la lutte des classes l'ambiance la plus favorable. On peut affirmer que la lutte contre le capitalisme israélien ne pourra se développer tant que le prolétariat palestinien ne sera pas uni pour aider à la libération des palestiniens arabes. Déjà Marx soulignait que « en dehors de toute phraseologie internationaliste humanitaire sur la justice envers l'Irlande, les intérêts directs absolus de la classe ouvrière anglaise exigent que soient rompus ses liens actuels avec l'Irlande ». « C'est un malheur pour un peuple que d'en avoir asservi un autre », ajoute-t-il.

2°) Renforcement de l'unité du prolétariat des différentes nations de Palestine contre les influences réactionnaires des mouvements nationalistes en développant l'agitation au sein de la nation juive d'Israël sur le droit de la nation palestinienne arabe à disposer d'elle-même et au sein de la nation palestinienne arabe pour y prévenir le prolétariat contre toute tentative annexionniste de la bourgeoisie nationale, tout en proposant, contre la tendance au compromis de la bourgeoisie nationale, des moyens révolutionnaires de lutte (guerre du peuple).

3°) Organisation du prolétariat en un parti indépendant. L'organisation du prolétariat en un parti indépendant et sa participation en tant que tel au mouvement de libération nationale est indispensable pour mener la révolution démocratique bourgeoise jusqu'à son terme sans se laisser lier par le réformisme de la bourgeoisie et pour assurer le passage à un nouveau processus révolutionnaire, celui de la révolution socialiste (cf. 12 b et 12 d). Lénine souligne que la difficulté à rassembler le prolétariat en un parti indépendant peut conduire à des heurts violents avec les partis nationalistes, mais qu'il ne faut jamais perdre de vue la tâche essentielle de libération nationale. Sur la complexité des rapports entre les communistes et les nationalistes, le déroulement de la révolution chinoise apporte d'utiles enseignements : Mao-Tsé-Toung souligne que « soutenir une guerre prolongée grâce à une coopération prolongée, c'est-à-dire subordonner la lutte de classes à la présente lutte

nationale anti-japonaise, c'est là le principe fondamental du front uni. Suivant ce principe, l'indépendance des partis et des classes doit être sauvegardée, c'est-à-dire leur indépendance et leur autonomie au sein du front uni ; les droits vitaux des partis ne doivent point être sacrifiés du fait de la coopération et de l'unité, au contraire les droits des partis et des classes doivent être, dans une certaine limite, fermement défendus... » (L'indépendance et l'autonomie au sein du front uni, 1938).

IV. - Quel est en Tunisie l'ennemi principal du prolétariat et des autres classes opprimées : L'Etat d'Israël, valet de l'impérialisme américain ou l'Etat Tunisien, valet de l'impérialisme américain ?

Le processus révolutionnaire qui conduit le prolétariat à la prise du pouvoir et à l'exercice de sa dictature n'est ni simple, ni linéaire, ni continu. Ce processus se décompose en plusieurs phases et en plusieurs étapes (1). De plus, comme le soulignent Marx et Engels dans le Manifeste du Parti Communiste, « la lutte du prolétariat bien qu'elle ne soit pas quant au fond une lutte nationale en revêt cependant tout d'abord la forme ». Il est donc vital de faire apparaître à chaque moment de la pratique révolutionnaire la force avec laquelle le prolétariat et les autres classes opprimées entrent le plus violemment en contradiction et le cadre dans lequel leurs luttes ont à s'organiser. Ces questions sont vitales en ce sens que le prolétariat d'un pays, particulièrement au premier stade de son développement en tant que classe existant pour elle-même, ne peut disperser ses forces pour combattre simultanément et avec la même intensité tous ses ennemis, grands et petits sur une multitude de fronts. Quel est donc aujourd'hui le trait fondamental de la société tunisienne ? A coup sûr, l'alliance de la classe dominante avec l'impérialisme américain et plusieurs autres impérialismes qui, « coopératifs et pacifiques », exercent de ce fait une oppression par personnes interposées dans les domaines politique, économique et culturel contre les masses populaires. Aussi, en considérant que le meilleur moyen pour engager le peuple tunisien à lutter contre l'impérialisme américain et de soutenir d'abord les Etats arabes et les organisations palestiniennes qui luttent contre l'agression ou l'oppression de l'actuel Etat d'Israël, sous prétexte qu'il est lui-même un suppôt de l'impérialisme américain, on aboutit tout simplement à dégarnir le front intérieur principal et à désigner un ennemi, l'Etat d'Israël, qui n'est pas l'ennemi principal du peuple tunisien. En outre, celui-ci ne se trouve pas pour autant mieux placé pour démasquer l'impérialisme américain, puisque l'existence et la structure particulières de l'Etat d'Israël et de l'Etat tunisien font qu'il agit sous une forme différente en Israël et en Tunisie.

(1) Cf. Mao-Tsé-Toung : « De la contradiction ».

A regarder les choses de près, il ressort que ceux qui défendent cette position erronée se divisent en trois catégories:

D'un côté, certains vieux routiers du « communisme » misent sur la permanence du sentiment religieux islamique et du sentiment « national » arabe susceptibles d'agiter une partie de l'opinion mystifiée. Cette attitude purement opportuniste les conduit à revendiquer, après coup, la paternité de ces mouvements d'opinion et à proclamer bien haut qu'ils se « lient aux masses », alors qu'en fait ils se font les serviteurs des restes du youssefisme et du Parti Destourien au pouvoir. C'est le prix qu'ils ont décidé de payer pour tenter de se faire pardonner, en passant d'un extrême à l'autre, l'erreur qu'ils firent en abandonnant au Parti Destourien la direction de la lutte de libération nationale.

D'un autre côté, certains technocrates sont prêts à cautionner toute initiative militaire, économique, etc..., qui leur semble aller dans le sens d'une plus grande collaboration entre les états arabes. Quels avantages, disent-ils, les états arabes et par conséquent les peuples arabes ne tireraient-ils pas d'une mise en commun de toutes leurs ressources, de toutes leurs énergies ! Ils se trompent doublement s'ils croient ainsi se définir comme progressistes ; en effet, une coopération peut s'établir entre états arabes par l'entremise des puissances impérialistes et n'avoir pour seul résultat que le renforcement des réactionnaires au pouvoir. Ensuite et surtout, une coopération supranationale débarassée de toute visée hégémonique ne pourra voir le jour qu'à partir du moment où les inégalités de développement entre les différentes sociétés auront été considérablement aplanies et où l'homogénéité nationale de chaque état sera pratiquement acquise.

Enfin de nombreux jeunes intellectuels proclament avec Guévara que la lutte contre l'impérialisme américain est une, tout en considérant, comme lui que l'ancienne unité religieuse (catholicisme, islam) ou linguistique (espagnol, arabe) fixe un cadre privilégié à leur action. Ils croient ainsi insister sur la nécessaire solidarité des peuples en lutte contre un même ennemi, mais, et c'est là que se trouve le danger le plus important, ils oublient que l'impérialisme américain opprime les peuples sous des formes très différentes : la forme de son oppression au Vietnam est militaire et directe, alors qu'en Tunisie, elle est pacifique et le plus souvent indirecte (coopération internationale). La lutte ne se déroule donc pas contre une forme abstraite et donnée une fois pour toutes de l'impérialisme américain ou des autres impéria-

lismes ; elle ne se déroule pas dans tous les pays uniquement ou essentiellement contre l'impérialisme américain ; elle ne se déroule pas non plus dans un cadre national abstrait où les différentes classes sociales (féodalité, bourgeoisie, prolétariat, etc...) se trouvent en des rapports immuables. Ainsi, en refusant d'analyser concrètement une situation concrète, comme le recommande Lénine, on risque de n'avoir pas su, ou voulu, reconnaître l'ennemi, de se laisser encercler, en toute honnêteté, sans avoir pu crier gare. On en vient aussi par là à élaborer des programmes soi-disant révolutionnaires en dehors de toute pratique révolutionnaire et de toute réelle volonté de transformation révolutionnaire de la société.

Il est donc plus que jamais nécessaire de chercher à savoir quelles sont maintenant les tâches de la révolution en Tunisie et quels sont les critères qui permettent de reconnaître un révolutionnaire tunisien. Les développements qui précèdent permettent déjà de conclure que le cadre premier de la lutte des révolutionnaires tunisiens est le cadre national de la Tunisie d'une part, et que, dans les conditions actuelles, la féodalité étant écrasée, l'impérialisme agissant « pacifiquement et indirectement », l'ennemi principal du peuple tunisien est le gouvernement réactionnaire de la bourgeoisie pro-impérialiste qui se révèle incapable de mener à bien la révolution démocratique, d'autre part. Il s'ensuit que la seule classe réellement révolutionnaire est le prolétariat industriel et agricole : lui seul est capable d'émanciper démocratiquement l'ensemble de la société tunisienne dans les domaines politique, économique et culturel ; lui seul est capable, par sa place dans la production capitaliste en Tunisie et, de plus en plus, dans celle de plusieurs pays d'Europe, de mener résolument la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme, et de comprendre que l'issue victorieuse de cette lutte dépend de la solidarité internationale des prolétaires ainsi que de leur solidarité avec tous ceux qui luttent contre l'impérialisme ou toute forme réactionnaire d'oppression.

VIVE LA VICTOIRE DE LA NATION PALESTINIENNE ARABE !

VIVE L'UNION DES PROLETAIRES JUIFS D'ISRAEL ET DES PROLETAIRES PALESTINIENS ARABES EN LUTTE CONTRE L'ETAT REACTIONNAIRE D'ISRAEL !

PEUPLE TUNISIEN MEFIE-TOI DU SOURIRE ET DES CARESSES DES IMPERIALISTES !

PEUPLE TUNISIEN LEVE-TOI POUR DEFENDRE TON INDEPENDANCE CONTRE LA TRAHISON DE TES DIRIGEANTS VALETS DES IMPERIALISTES !

NATIONS OPPRIMEES, PEUPLES OPPRIMES, UNISSEZ-VOUS !

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

Déjà paru dans la collection -

N° 1: « LES CARACTERISTIQUES
DE LA PERIODE ACTUELLE DU
DEVELOPPEMENT DE LA TUNISIE
ET LES INSTRUMENTS DE LA
REVOLUTION ARABE ».